



Non au massacre sioniste à Gaza !

Gaza fait l'objet d'une attaque sioniste. Au moment d'écrire ces lignes, le nombre de victimes palestiniennes s'élève déjà à 27 morts, dont 7 enfants, ainsi que plus de 253 blessés, la plupart des civils, dont encore 62 enfants.

L'agression israélienne a été lancée, dans le cadre de la soi-disant *Opération Pilier Défensif*, quand des groupes palestiniens, apparemment liés au *Djihad islamique*, ont tiré des roquettes qui ont explosé sur le sol israélien. Aux dires du Premier ministre sioniste, Benjamin Netanyahu, cette *Opération* aurait pour but « de détruire les arsenaux de l'Hamas et d'éliminer ses dirigeants ». A cet effet, l'armée israélienne a attaqué, jusqu'à maintenant, environ 600 cibles dans la bande de Gaza, par des frappes aériennes, de l'artillerie lourde et des missiles antiaériens. Ces attaques font des ravages parmi la population palestinienne qui cherche à se réfugier comme elle peut dans ses maisons. Israël dit, cyniquement, qu'elle attaque des « cibles militaires », alors qu'en fait, il s'agit de maisons, d'écoles, de bâtiments publics et de rues animées. La réalité est que Gaza est en feu et que les bombes israéliennes continuent de tomber sur toute la Bande.

La situation s'est aggravée lorsque l'armée israélienne a tué Ahmed Jabari, un personnage politique renommé, chef militaire de l'Hamas. Tel-Aviv a revendiqué cette action comme une « opération chirurgicale », soutenue par le renseignement, pour liquider « la chaîne de commandement de la direction de l'Hamas, ainsi que son infrastructure terroriste ». C'est encore un assassinat ciblé de membres de la résistance palestinienne, comme dans des centaines d'autres cas où les nazis-sionistes ont tué ou emprisonné des militants palestiniens pour décapiter la résistance.

Le sionisme prépare une invasion terrestre

Il y a des indices clairs qu'Israël ne s'arrêtera pas à des bombardements massifs et qu'il prépare une invasion terrestre. Le ministre israélien de la Défense, Ehud Barak, a ordonné la mobilisation de plus de 75 000 réservistes afin que « les Palestiniens paient le prix » pour leurs attaques. Cela aurait des conséquences au moins si graves que celles de la dernière incursion terrestre, la fameuse *Opération Plomb Durci* de 2008, où le sionisme a tué 1 300 personnes et laissé des milliers de blessés, sans parler de la destruction de 15 % des habitations. Une invasion militaire ne ferait qu'augmenter le massacre du peuple palestinien, mais elle serait cohérente avec la politique d'extermination de masse de ce peuple, perpétrée par l'Etat nazi-sioniste d'Israël depuis 1948.



Le peuple palestinien résiste héroïquement

Le peuple palestinien, pour sa part, résiste, malgré la supériorité militaire écrasante de l'agresseur. Sous la pression de la colère et de la résistance populaires, l'Hamas a déclaré qu'« Israël a ouvert les portes de l'enfer » et il réagit aux attaques en lançant, jusqu'à ce jour, plus de 550 roquettes sur les villes israéliennes. Les sirènes d'alerte antiaérienne ont sonné à Jérusalem, pour la première fois depuis la guerre du Golfe de 1991. En effet, trois de ces roquettes *Fair-5* ont frappé la colonie de Gush Etzion, au sud-ouest de Jérusalem. C'est la première fois depuis 1970 qu'un missile frappe « la ville sainte », au grand plaisir du peuple palestinien. Qui plus est, la résistance palestinienne a également déclaré que ses militants ont abattu un avion *F-16* israélien à

Gaza, avec un missile sol-air.

Cela a lieu malgré la supériorité militaire d'Israël qui, grâce à son système de défense aérienne *Dôme d'acier*, a intercepté 192 roquettes tirées depuis la bande de Gaza.

Obama soutient Israël de façon inconditionnelle

L'impérialisme étasunien s'est mis entièrement du côté de son enclave militaire au Moyen-Orient, comme on pouvait s'y attendre. A Washington, le gouvernement Obama a déclaré catégoriquement qu'Israël a « le droit de se défendre ». Le Département d'Etat étasunien a déclaré : « Nous condamnons fermement l'avalanche de roquettes depuis Gaza sur le sud d'Israël ». C'est la façon dont l'impérialisme a toujours soutenu l'usurpation de territoires et l'assassinat systématique du peuple palestinien par le sionisme.

Le rôle de Morsi et des Frères musulmans

Au milieu de ce conflit, le Président égyptien, Mohammed Morsi, essaie un équilibre de funambule. D'une part, il prétend être un défenseur de la cause palestinienne, en tenant un discours où il affirme que « *les Israéliens doivent comprendre que cette agression est inacceptable et peut conduire à l'instabilité dans la région* », en ouvrant temporairement le passage frontalier de Rafah vers Gaza pour l'évacuation des blessés, et en envoyant son Premier ministre, Hisham Kandil, en visite à la bande de Gaza. Il a également retiré son ambassadeur de Tel-Aviv et il a appelé le diplomate israélien basé au Caire en consultation.

Les Frères musulmans, dont l'Hamass est considéré comme la « branche palestinienne », ont également appelé à des manifestations au Caire. Et ils ont déclaré que « *le moins que le gouvernement puisse faire, c'est de rompre toutes les relations avec l'entité sioniste, puisque l'Etat égyptien doit servir de modèle pour les Arabes et les musulmans* ».

Morsi se trouve dans l'obligation de prendre ces mesures – des coups de bluff plutôt que des mesures efficaces – pour éviter de se mettre à dos le peuple égyptien et les masses arabes dans leur ensemble qui, historiquement, soutiennent la cause palestinienne et condamnent l'existence d'Israël. Il y a d'ailleurs eu des manifestations massives condamnant les attaques sionistes dans plusieurs pays arabes, comme l'Iran, le Pakistan et la Turquie.

Il faut exiger de Morsi la rupture des relations diplomatiques et commerciales avec Israël et les Etats-Unis, et, pour commencer, l'annulation du traité de paix signé en 1979 avec l'enclave sioniste.

La trahison d'Abbas et du Fatah

Alors que sévissent les attaques israéliennes, le président de l'*Autorité nationale palestinienne* et chef du *Fatah*, Mahmoud Abbas, pour sa part, s'est limité à exiger un « cessez-le-feu » et à demander des « réunions d'urgence » à la Ligue arabe et au Conseil de sécurité de l'ONU. On ne pouvait pas espérer davantage de cette direction marionnette d'Israël et des Etats-Unis, qui dans maintes occasions a trahi ouvertement les revendications historiques du peuple palestinien.

Pour la défense de la bande de Gaza et le soutien inconditionnel à la résistance palestinienne !

La LIT-QI condamne cette attaque d'Israël et se positionne inconditionnellement du côté de la résistance palestinienne et de la défense de la bande de Gaza. En ce sens, il est nécessaire de promouvoir la plus large mobilisation et la plus ample solidarité internationale, à commencer par les pays du monde arabe, pour exiger la fin immédiate des bombardements, la levée du blocus sur Gaza et l'ouverture des points de passage frontaliers.

Il est essentiel que toutes les organisations sociales, des droits de l'homme et de gauche se prononcent contre les attaques sionistes et mettent en œuvre une campagne de soutien à Gaza et à la résistance palestinienne.

Nous devons exiger des gouvernements, partout dans le monde, et en particulier au Moyen-Orient, la rupture des relations diplomatiques et commerciales avec le régime nazi sioniste d'Israël, et l'envoi d'armes et de tout autre soutien matériel à la résistance palestinienne pour faire face à l'attaque d'Israël.

La barbarie israélienne dans la bande de Gaza a démontré qu'il ne peut y avoir de paix au Moyen-Orient, ni des droits pour le peuple palestinien, tant qu'existe l'Etat d'Israël. Il y a donc urgence de maintenir et de renforcer la campagne permanente de boycott d'Israël, dans la perspective de la destruction de cette enclave militaire impérialiste.

Tout cela doit être placé dans un contexte où les droits du peuple palestinien ne peuvent être vraiment défendus que par la lutte pour la destruction d'Israël et la construction d'un Etat palestinien laïque, démocratique et non racial, dans tout le territoire historique de la Palestine.

Ligue Internationales des Travailleurs - Quatrième Internationale
Secrétariat international
Le 16 novembre 2012